



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 1^{er} au 07 juillet 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

PROJET DE CODE DE LA COMMUNICATION : LE MOUVEMENT DES JOURNALISTES S'INTENSIFIE

Après que l'Assemblée nationale ait décidé d'ajourner l'adoption du Code de la communication le 1^{er} juillet dernier, le conseil des ministres du lendemain est venue contrecarrer cette décision, et a convoqué les deux Chambres du Parlement à une session extraordinaire d'une durée de 12 jours, en vue d'examiner et d'adopter le Code. La session a donc débuté le 5 juillet et s'est concentrée sur l'étude dudit Code de la Communication, mais également sur d'autres projets de loi. De leur côté, les journalistes, rassemblés autour du « Mouvement pour la liberté d'expression » ont intensifié leur contestation. La société civile, le Groupement des Editeurs de Presse d'Information et du Multimédia de Madagascar ou GEPIMM, ainsi que de simples citoyens ont grossi les rangs des journalistes pour effectuer un « lobbying » en vue de la révision des textes. C'est dans cette optique que, dans la journée du 6 juillet, les partisans du « Mouvement pour la liberté d'expression » se sont déplacés à Tsimbazaza où se tenait une session plénière de l'Assemblée nationale. L'accès de la Chambre Basse leur ayant été fermé, les journalistes se sont mis à genoux pour demander à entrer dans l'enceinte du palais de Tsimbazaza, en vain. Pendant ce temps, les députés ont procédé à l'adoption de l'ordre du jour de la session extraordinaire. Dans l'après-midi même, les parlementaires se sont focalisés sur les travaux de commission portant sur le projet de loi en question. L'issue de ces travaux, qui ont vu la participation des députés, de six représentants du gouvernement et de six représentants de la presse, demeure floue. Parallèlement, une rencontre organisée par le Système des Nations Unies à Madagascar (SNU), confrontant les représentants du « Mouvement pour la liberté d'expression », le représentant du groupement des sociétés civiles, le GEPIMM, les membres du bureau des Nations Unies, le représentant de l'Ordre des Journalistes de Madagascar, ainsi que celui du ministère de la Communication, et divers consultants a eu lieu dans les locaux du SNU, le même jour, à Andraharo. Il s'avère, à l'issue de cette réunion, que les parties prenantes aient réussi à trouver un terrain d'entente quant au report de l'adoption du projet de Code de la communication. En effet, d'après les déclarations faites par les journalistes du « Mouvement pour la liberté d'expression », le directeur du cabinet du ministère de la Communication a reconnu au cours de la rencontre, la légitimité de la requête des journalistes. Et pour cause, les changements apportés par l'Exécutif au texte de loi initial auraient dû être précédés d'une discussion entre les responsables de l'Exécutif et les autres acteurs impliqués dans l'élaboration

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



de cet avant-projet, avant son vote ultérieur par le Parlement. Les participants, notamment les journalistes ont, en outre, demandé à ce que le Système des Nations Unies prenne part à un dialogue avec le gouvernement, avant le vote de cette loi. De leur côté pourtant, les députés ont poursuivi les programmes prévus à l'ordre du jour. Le projet de loi a donc été débattu, en session plénière, toute la journée du 7 juillet et a été adopté tard dans la soirée.

*Si **RNM** et **TVM** se sont contentés de mentionner l'entrée en session extraordinaire des deux Chambres parlementaires, **ANTSIVA** a préféré mettre l'accent sur l'annonce faite par le **GEPIMM**, lequel a tiré la sonnette d'alarme. Un communiqué a, en effet, été publié le 1^{er} juillet dernier, déplorant l'absence de volonté du Gouvernement à entreprendre un dialogue par rapport au projet de loi portant Code de la Communication. De l'avis des animateurs de la station, « la démocratie est en danger » et le risque que la Communauté internationale, notamment les Etats-Unis et l'Union européenne fassent marche arrière sur les partenariats avec Madagascar est considérable. **KOLO TV** ajoute, par ailleurs, que l'ajournement de l'examen dudit texte a été avalisé par 46 députés sur 64, avant de relayer les rumeurs de distribution d'enveloppes au sein de l'Assemblée nationale par Jean Max Rakotomamonjy, président de cette institution et par certains députés dont, Dina Romuald, Harijaona Randriarimalala, Behavana Raveloarivonjy, Vololona Raherisoa et Luc Ratsimbazafy. **MA-TV**, pour sa part, n'a fait que relater les événements portant sur le sit-in des journalistes à Tsimbazaza, lesquels demandent l'ajournement de l'adoption du Code de la Communication. La station a laissé place aux différentes réactions de la part du Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly, de l'ex Premier ministre de la période transitoire Monja Roindefo ainsi que de l'Ambassadeur des Etats-Unis, Robert Yamate. D'autre part, **TV PLUS** rapporte les réactions des députés face à la non-adoption du Code. En ce sens, Christine Razanamahasoa affirme qu'« il ne faut pas faire de forcing avec ce texte, qu'il faut plus de réflexion. Le projet aura un impact sur la vie de la nation, car nous parlons de la liberté de la presse et conséquemment, de la liberté d'expression », a-t-elle averti. Le député Harijaona Randriarimalala développe ses propos autour de la provocation et des propos diffamatoires proférés par certains journalistes à l'égard des politiciens. Ce que surenchérit Guy Rivo Randrianarisoa, qui affirme qu'une rencontre pourrait régler la situation et éviter ainsi la guerre entre les députés et les journalistes. Alain Iloniaina, journaliste, parle d'un combat qui n'est pas uniquement axé sur la liberté de la presse mais également sur la liberté d'expression, la base de la démocratie, qui plus, est stipulée dans la Constitution. Le Président de la République, pourtant, persiste et signe sur le fait que ce projet de loi est le fruit de la concertation avec les journalistes et que le gouvernement l'a seulement retouché et amélioré. De leur côté, les médias privés se solidarisent en adoptant un format de couverture unique, notamment une « Une » en noir et blanc pour la presse écrite et une émission dénommée « **Onjam-peo Miara-manonja** » pour la plupart des chaînes audiovisuelles. **VIVA** soutient que lors de la manifestation à Tsimbazaza, les journalistes ont été accompagnés par les citoyens, les patrons de presse ainsi que des députés, conscients du risque que pourrait causer l'adoption du texte. La station diffuse également la déclaration du député Harijaona Randriarimalala,*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



laquelle est assimilée par la station comme un plaidoyer en faveur de la dictature. Néanmoins, la station souligne que l'ajournement décidé le 1^{er} juillet est une victoire pour les journalistes. **FREE FM** relate les dispositions prises par les journalistes suite à la convocation d'une session extraordinaire. Ainsi, il a été rapporté que les gens de la presse veulent exposer les risques et les enjeux dudit Code de la communication devant la Commission communication auprès de l'Assemblée nationale ainsi qu'auprès des groupes parlementaires. Depuis le début de la session extraordinaire, les journalistes ont donc manifesté leur mécontentement devant le portail de l'Assemblée nationale. Quant à **RADIO PLUS**, elle insiste sur les déclarations des personnalités publiques. Ainsi, l'Ambassadeur des Etats-Unis, Robert Yamate suggère l'ouverture d'un dialogue, pour un réel exercice de la démocratie. Le Premier ministre, de son côté, a déclaré que l'article 20 de la loi sur la cybercriminalité peut être changé.

Le 6 juillet, bon nombre de radios privées ont uniformisé leur couverture des événements autour du projet de loi sur la Communication, par le biais du format « **Onjam-peo Miara-manonja** ». Aussi, les agissements des forces de l'ordre et la décision de l'Assemblée nationale de bloquer l'accès à l'Hémicycle a suscité de vives réactions. « Aux yeux du monde entier, la démocratie malgache s'illustre par cette image représentant le journaliste, à genoux devant des forces de l'ordre, pointant leur artillerie en leur direction », a noté un journaliste. Les chroniqueurs de l'émission « **Onjam-peo Miara-manonja** » ont ainsi déploré l'attitude des forces de l'ordre qui auraient, tabassé un des journalistes de la **radio ANTSIVA**. Le responsable de cet acte de violence n'était pas un haut gradé. « On sait que celui-ci fait partie de l'Etat-Major Mixte Opérationnel », fait remarquer le journaliste de la station. Puis, revenant sur la fermeture de l'accès du palais de Tsimbazaza, les journalistes se sont dits déçus. C'est une preuve de plus, confortant les affirmations selon lesquelles le pouvoir actuel n'est pas transparent. « Faut-il rappeler qu'il s'agit d'une session plénière à laquelle tous peuvent assister ? Et de surcroît, peut-on justifier le fait que les journalistes, qui viennent pour faire leur travail, se voient interdire le passage ? », arguent les animateurs. La station s'est ensuite enquis de l'avis du politicien Rolland Dieudonné Vahombey Rabeharisoa, venu soutenir le mouvement des journalistes. Celui-ci déplore la tenue de cette session extraordinaire qui, selon lui, est une dilapidation des fonds publics à cause des dépenses engendrées par son organisation. Cette personnalité s'interroge, par la suite, sur les rapports probables entre la convocation de cette session et la polémique autour de la robe portée par la Première Dame lors du banquet présidentiel du 26 juin dernier. Le politicien a crié haut et fort son mécontentement, et présage la chute du Président Hery Rajaonarimampianina. Les journalistes ayant animé l'émission « **Onjam-peo Miara-manonja** » concluent enfin que « la démocratie est à genoux. La route pour concrétiser l'idée de liberté à Madagascar est encore longue et parsemée d'embûches ».

POLITIQUE INTERNE

LE GOUVERNEMENT MAHAFALY PRESENTE LES RESULTATS DU RRI 3^{EME} PHASE

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Le 4 juillet dernier, les membres du gouvernement Olivier Mahafaly Solonandrasana ont présenté le rapport des activités de l'Exécutif rentrant dans le cadre de la troisième phase du RRI ou Rapid Results Initiative, au palais d'Etat d'Iavoloha. Dans son allocution, le Premier ministre a mis en avant les efforts fournis par son gouvernement durant ces 100 derniers jours, des projets qui répondent réellement aux besoins de la population et qui auront un impact positif sur le quotidien des Malgaches. Cette 3^{ème} phase du RRI comporte 177 objectifs, contre 82 pour la 2^{ème} phase. A titre de rappel, le RRI s'inscrit dans le cadre de l'Africa for Result, et est co-financé par la Banque Africaine de Développement et la Banque mondiale.

*Les chaînes nationales **RNM** et **TVM** ont accordé une large couverture aux sujets relatifs au RRI 3. Ainsi, **TVM** a relayé les propos du Chef du gouvernement, qui déclare être satisfait du travail accompli par l'équipe gouvernementale, tout en soulignant que de nombreux efforts restent à fournir. De son côté, le président de la République a expliqué qu'il est important de consolider les acquis durant les deux premières phases. La station a également retransmis les propos du secrétaire général de la Présidence, Roger Ralala, lequel a tenu à préciser que les deux premières phases des RRI sont des projets pilotes, et que les résultats du RRI 3 seront bien plus concrets. De son côté, **RNM** a tenu à rappeler les 3 principaux volets du RRI, à savoir le volet sur la bonne gouvernance, le volet économique et enfin le volet social. La station a relayé en détails les 50 projets sur les 177 réalisés par le gouvernement Mahafaly dans le cadre du RRI 3, à savoir entre le 10 mars et le 10 juin de cette année.*

*D'un ton neutre, **TV PLUS** a retransmis les propos d'Abdelkrim Bendjebbour, Représentant résident de la BAD à Madagascar. Il se dit satisfait des résultats du RRI 3, comparés à ceux des deux premières phases. Il avance que la BAD est disposée à accompagner la Grande Ile dans le cadre de la 4^{ème} phase du RRI. Par ailleurs, la station a également relayé les propos du Chef de l'Etat, qui estime que le gouvernement n'a pas réellement rempli sa fonction durant le RRI 3. Le président de la République a ainsi exhorté les ministres à être plus solidaires pour la 4^{ème} phase.*

*Dans un micro-trottoir, **KOLO TV** s'est enquis de l'avis de quelques citoyens par rapport au RRI 3. D'une même voix, les interviewés ont affirmé qu'aucune action concrète du Gouvernement n'a été ressentie jusqu'à présent. En se basant sur les avis des citoyens approchés, le journaliste de ladite station se montre critique, et estime qu'il n'y a aucun indicateur précis pour voir concrètement les réalisations de l'Exécutif. En général, les impacts sur la population ont été minimes, voire inexistantes, commente le journaliste. Avant d'ajouter que les réalisations autour du RRI sont seulement destinées à débloquent le financement des partenaires financiers de la Grande Ile. Quelles sont les politiques concrètes appliquées par l'Exécutif pour améliorer la qualité de vie des Malgaches, s'interroge **KOLO TV**. La station a également noté l'absence de quelques ministres lors de la présentation du rapport d'activités du RRI 3 à Iavoloha. « L'absence de ces ministres durant un tel événement est un signe distinctif*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



des réalités auxquelles les Malgaches sont confrontés », opine le journaliste. « Cela prouve le manque de volonté de nos dirigeants à contribuer au développement du pays ».

QUATRIEME DIALOGUE POLITIQUE ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET MADAGASCAR

La quatrième réunion de dialogue politique entre l'Union européenne et Madagascar s'est tenue le 4 juillet dernier à la Résidence de l'Ambassadeur d'Allemagne à Ambatoroka. Il s'agit de la deuxième rencontre avec le gouvernement pour cette année. Rappelons que la dernière rencontre entre l'UE et les autorités étatiques malgaches a eu lieu à Taolagnaro, le 17 mars dernier. A l'issue de la réunion, les ambassadeurs européens à Madagascar se sont dit satisfaits des efforts fournis par la partie malgache. Par ailleurs, l'Ambassadeur de l'Union européenne, Antonio Sanchez-Benedito a tenu à souligner que des défis restent néanmoins à relever. Selon ses dires, trois points essentiels doivent être renforcés, à savoir la transparence au niveau de l'Administration, la construction d'infrastructures et le volet sécurité.

*Si les chaînes **TVM** et **RNM** ne se sont pas intéressés spécifiquement au quatrième dialogue entre l'Union européenne et Madagascar, les stations audiovisuelles privées ont, au contraire, couvert l'événement.*

*D'un ton neutre, **MA-TV** a relayé les propos de l'Ambassadeur de l'Union européenne, qui soulignent les efforts fournis par la partie malgache, mais également ceux à entreprendre concernant l'instauration de l'Etat de droit et en matière de lutte contre la corruption. Le même ton impartial a été observé du côté de **TV PLUS** et de **RADIO PLUS**. La stabilité politique et la question sécuritaire ont été les deux principaux points évoqués lors du dialogue entre l'UE et Madagascar, souligne **TV PLUS**. La station a, ensuite, retransmis les propos de l'Ambassadeur de l'Union européenne, qui affirme la volonté de l'UE à appuyer la Grande Ile dans son processus de développement. La transparence dans la gestion des affaires publiques et la lutte contre la corruption sont les maîtres-mots, afin de garantir le développement du pays, note SEM Antonio Sanchez-Benedito. **RADIO PLUS** a traité le sujet de manière expéditive. La station met en avant les craintes de l'Union européenne par rapport à la question sécuritaire. Par ailleurs, l'Union européenne a réaffirmé sa volonté à soutenir les efforts des autorités malgaches dans le cadre de l'accord de principe avec le Fonds monétaire international, conclut la station.*

KOLO TV** a également retransmis les propos de l'Ambassadeur de l'Union européenne à l'issue de la réunion. Selon ses dires, beaucoup reste à faire, et il faut continuer à asseoir la confiance et le renforcement des acquis. 2016 est capital pour le pays, avec les différents Sommets prévus se tenir sur le territoire national. Le constat est sans appel, l'Union européenne n'a observé aucun progrès par rapport au développement du pays, d'autant que la méfiance de la population malgache envers ses dirigeants est flagrante, commente **KOLO TV

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Sur le même ton critique, VIVA TV remarque qu'après 3 ans au pouvoir, l'équipe de Hery Rajaonarimampianina n'a toujours rien résolu : problème d'insécurité, délestage ou encore amélioration des recettes fiscales. La station a retransmis une partie de l'allocution de l'Ambassadeur de l'Union européenne relative aux efforts entrepris par les dirigeants malgaches. Malgré tout, les résultats ne sont pas encore visibles et le plan de développement appliqué par les dirigeants n'a visiblement aucun impact positif sur la population, en conclue VIVA TV.

ECONOMIE ET SOCIETE

ATTENTAT DU 26 JUIN : DES DECLARATIONS DE TOUTES PARTS

L'explosion qui a eu lieu au stade de Mahamasina lors de la célébration de la fête de l'indépendance continue d'intéresser les médias. Pas plus tard que le 3 juillet dernier, le Chef de l'Etat a été interviewé par une journaliste de la Radio France Internationale sur sa version des faits. Il a souligné que l'enquête se poursuit et de sévères sanctions seront infligées aux auteurs de cet acte. Le Premier ministre, Solonandrasana Olivier Mahafaly a soutenu ces dires, en ajoutant qu'il a été personnellement chargé de suivre l'évolution de l'enquête. D'un autre côté, le sénateur Lylison René de Roland, toujours en cavale après le mandat d'arrêt lancé à son encontre, a également donné son point de vue. Accusé par les tenants du pouvoir d'être impliqué dans cet « attentat », il a répliqué que seule une personne proche du pouvoir ou un élément des forces de l'ordre aurait pu introduire des explosifs dans le stade sans avoir subi des fouilles.

Lors de son déplacement à Maevatanàna pour y inaugurer de nouvelles infrastructures, Hery Rajaonarimampianina a été interviewé par les journalistes de la TVM et de la RNM sur l'évolution de l'enquête. Il a simplement répondu que l'enquête se poursuit et que l'Etat prenait ses responsabilités dans le dénouement de cette affaire. Les journalistes n'ont fait aucun commentaire par rapport à ces propos.

Selon le chroniqueur de FREE FM, le Président de la République est tombé dans la question piège posée par la journaliste de la RFI. En effet, cette dernière a mis en relation l'explosion du 26 juin dernier à l'explosion qui a eu lieu lors de son investiture. La journaliste a voulu avoir des précisions sur le dénouement de cette affaire dont on n'a jamais entendu la suite. L'interviewé a donc déclaré que l'enquête n'avait encore rien donné jusqu'à présent. Selon la lecture consacrée par le chroniqueur, Hery Rajaonarimampianina, avec ses vaines tentatives de mise en lien de plusieurs faits, n'a pas réussi pour autant à donner une image positive de son régime. Il a essayé de tout mettre sur le dos de l'Opposition, mais n'a pas reconnu les failles dans le système de sécurité mis en place ce jour du 26 juin. Enfin, le chroniqueur a conclu que de toute manière, les forces de l'ordre ont surtout renforcé la sécurité des autorités et de leur famille, et non celle du citoyen lambda.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





*VIVA TV, quant à elle, a relayé les propos du sénateur Lylison René de Rolland. Selon sa version, les dirigeants ont orchestré cette explosion afin d'accuser l'Opposition et ainsi, faire bonne impression auprès de l'opinion publique. Si l'attentat venait réellement du camp de l'opposition, il aurait visé la tribune centrale ou latérale et n'aurait pas attendu le départ de Hery Rajaonarimampianina pour agir. Ensuite, le sénateur d'ajouter que d'après les informations qui lui ont été communiquées, un conseiller du Président aurait déjà testé une grenade devant le Sénat, aidé par deux personnes habillées en tenue militaire. Et toujours sans apporter de preuve, Lylison René de Roland a précisé qu'il s'agissait des mêmes personnes qui ont attaqué la station Viva à Fianarantsoa. « Si les enquêteurs ne reçoivent aucune pression de la part des hauts responsables, la vérité éclatera et attestera que le régime actuel se trouve derrière cet acte immonde », conclue-t-il. Pour sa part, la radio ANTSIVA a également diffusé cette déclaration du sénateur, à la suite de quoi les intervenants de l'émission « **Sehatra ho an'ny Mpihaino** » ont exprimé leur crainte quant à la tenue du Sommet de la Francophonie dans la Grande Ile, dans la mesure où « ce sera une opportunité pour tuer encore plus d'innocents », s'est inquiétée une intervenante.*

De son côté, MA-TV avance que Berija et Jean-Pierre Andrianamboarina, deux leaders des manifestations estudiantines qui se sont tenu il y a quelques mois, ont subi un interrogatoire en règle menée par les responsables de la gendarmerie, le 5 juillet dernier. Mettant l'accent sur la durée conséquente de l'enquête, la station a précisé que l'interrogatoire avait débuté à 14 heures pour ne finir que tard dans la soirée. Notons que leur domicile a déjà été perquisitionné dans le cadre de cette affaire, souligne ladite chaîne de télévision.

Pour leur part, TV PLUS, KOLO TV et RADIO PLUS se sont focalisés sur la convocation du journaliste caméraman d'une station audiovisuelle de la capitale par la gendarmerie nationale, toujours dans le cadre de l'explosion qui s'est produite à Mahamasina le 26 juin dernier. Dans une interview, le caméraman Yves Janhel explique que la gendarmerie nationale a envoyé une convocation à son nom et qu'il a ensuite été enquêté au camp Ratsimandrava au sujet de l'explosion. Les enquêteurs l'auraient accusé d'être au courant de cet événement avant qu'il ne se produise, d'où son absence à Mahamasina et au palais d'Etat d'Iavoloha. Les enquêteurs lui ont demandé de dévoiler le lieu où il était durant les journées du 25 et 26 juin derniers, alors qu'il devait couvrir les événements de ces deux jours, d'autant qu'un badge à son nom a été distribué par la Présidence le jour des faits. Il a ainsi répondu qu'il était au repos au moment des faits, et qu'il était avec sa famille à Ampify. De son côté, le Directeur des renseignements et de l'information de la gendarmerie nationale affirme qu'il ignore l'existence de cette convocation, en précisant seulement qu'il y a une raison à son audition.

FORMAT DE COUVERTURE

*A deux reprises, une trentaine de radios privées de la capitale et des régions, ont diffusé l'émission unique « **Onjam-peo Miara-manonja** », pour boycotter l'adoption « au forceps »*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



du projet de Code de la Communication. Chronologiquement, le projet de loi en question était prévu passer en séance plénière, à Tsimbazaza, le 1^{er} juillet. **ANTSIVA**, **FREE FM**, **RDB**, **RFM**, **RADIO TANA** et **RADIO VIVA** ont été les premiers à se lever contre ce « forcing » du gouvernement, et ont décidé de diffuser la même émission dénommée « **Onjam-peo miara manonja** » depuis le studio de la radio **ANTSIVA**. L'objectif de cette initiative réside dans la persuasion des députés à ajourner l'adoption du projet de texte. Dans le courant de la journée, une trentaine de stations, établies dans la capitale et dans les régions, dont **RADIO PLUS**, finissent par adhérer au mouvement. Le format de l'émission est hybride. Plusieurs journalistes de renom se sont relayé le micro pour sensibiliser les citoyens, les membres de la société civile, les parlementaires, et la Communauté internationale sur les dangers que présente l'adoption de ce projet de Code, non seulement pour la liberté d'expression mais aussi pour le droit à l'information. Les messages adressés aux députés ont oscillé entre sollicitations et menaces. Si Soava Andriamarotafika, de **VIVA** et Mbinintsoa Ranaivosoa, de **FREE FM** ont fait appel au patriotisme et à l'intégrité des parlementaires, Lili Rabiata, de **KOLO TV** n'a pas hésité à menacer les députés qui voteront en faveur de ce projet de Code. Aiguillant la tension, Lalatiana Rakotondrazafy, de **FREE FM** a dévoilé le nom des présumés parlementaires « fervents défenseurs » de cette loi. Le tour de parole des journalistes a été entrecoupé par l'entrée en direct du correspondant de la radio **ANTSIVA**, lequel a informé du déroulement de la session plénière et de l'ambiance générale au palais de Tsimbazaza. Par ailleurs, Hilda Hasinjo, journaliste du magazine **POLITIKA**, a sollicité les réactions de la communauté virtuelle, en les conviant à utiliser le hashtag #noliberty. Les messages des Facebook-nautes ont été transmis en direct tout au long de l'émission.

Le 5 juillet, suite à la convocation du gouvernement, la session parlementaire extraordinaire débute avec comme ordre du jour l'examen et l'adoption de quatre lois, dont le projet de Code de la Communication. Mécontents que leur requête ait été mal interprétée, les médias reprennent la diffusion de l'émission « **Onjam-peo miara-manonja** ». Comme l'explique Riana Rasoava, du quotidien *Ao Raha*, l'un des enjeux est d'influencer la décision de la conférence des Présidents, afin que cette dernière ajourne l'examen du document. Le même format que celui du 1^{er} juillet est de rigueur. Les journalistes ont, cependant, changé de stratégie et ont décidé de « mettre à nu les mensonges du gouvernement ». L'émission a ainsi été focalisée sur la confrontation de l'avant-projet de loi initial élaboré par les acteurs de la communication avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement et la version retouchée par le gouvernement. Les journalistes, désormais membres du « Mouvement pour la liberté d'expression », ont également profité de l'occasion pour démentir les rumeurs sur la politisation du mouvement.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

